

CDEN du 23 juin 2022

Déclaration liminaire FSU-CGT

Le second tour des législatives s'achève sur une abstention à plus de 71 % chez les 18-24ans. Chiffre qui ne peut que nous interroger sur le rôle de l'École. La confusion entretenue par le président de la République et la première ministre sur le vote contre l'extrême droite est indigne et aboutit aujourd'hui aux 89 élus d'extrême droite à l'Assemblée. Pour la FSU et la CGT Éduc'action, il ne doit y avoir aucune ambiguïté dans la lutte contre les idées haineuses et racistes portées par le RN.

Nos métiers de l'enseignement sont complexes, usants et demandent de l'énergie à chaque instant. Des aménagements de fin de carrières doivent être pensés pour arriver à la retraite en bonne santé. Nous appellerons la profession à se mobiliser contre toute tentative de recul sur les conditions de départ à la retraite, une mesure injuste socialement et infondée d'un point de vue économique.

Le président de la République, privé désormais d'une majorité absolue à l'Assemblée, devra entendre les attentes de nos collègues et elles sont fortes concernant la revalorisation des salaires sans aucune contrepartie. Au moment où l'inflation dépasse les 5 %, le niveau de revalorisation du point d'indice permettra de mesurer la volonté du nouveau gouvernement.

Après 5 années du ministère Blanquer, l'École sort désorganisée et en miettes et les collègues épuisés et parfois dégoûtés.

Face à cette situation, le nouveau Ministre de l'Éducation devra changer radicalement de politique tant sur la forme que sur le fond. Les premières semaines ne nous rassurent pas. Il propose une grande consultation à la rentrée au plus proche des établissements mais celle-ci ne convainc pas les personnels, habitués de longue date à ces dispositifs dilatoires dont les conclusions leur échappent. Chaque instance de concertation avec les représentant·es de la communauté éducative, comme ici en CDEN, est l'occasion de rappeler les mesures d'urgence à prendre pour la rentrée : annulation des suppressions de postes, décharges horaires pour tous·tes les stagiaires lauréat·es des concours, aménagements des programmes et moyens spécifiques pour dédoubler les classes après deux années de crise sanitaire...

C'est à tous les niveaux que les liens doivent être retissés, que la confiance doit réapparaître et la sensation de mépris disparaître.

Le travail semble immense. Ainsi, l'harmonisation sauvage des notes de bac sans transparence ni retour vers les correcteur·rices est le dernier scandale infligé aux enseignant·es qui s'ajoute aux atteintes à la liberté pédagogique du Projet Local d'Évaluation ou de la procédure d'évaluation des établissements.

Depuis des années, le collège pâtit de conditions d'étude et de travail de plus en plus dégradées (effectifs croissants par classe, suppression de postes et multiplication des compléments de service). Nous réaffirmons que le collège unique peut être le collège de la réussite de tous·tes les élèves si une réflexion s'engage sur les moyens, la formation, les programmes et les modalités d'enseignement.

L'organisation des enseignements du lycée doit être repensée sans plus attendre, les épreuves du bac sont à déconnecter des échéances de Parcoursup et à repositionner en juin pour une valeur certificative consolidée visant un accès à l'enseignement supérieur sans entrave et débarrassé des logiques sélectives et inégalitaires de Parcoursup.

Pour revenir à une progression sereine dans les apprentissages et contrer l'absentéisme observée après les épreuves de spécialité, il est urgent de revenir à des épreuves terminales, nationales et anonymes en juin et d'abandonner les épreuves anticipées de spécialité en mars.

Quels sont les signaux envoyés par Emmanuel Macron au début de son 2ème mandat ? Lors de son intervention à Marseille, il a semblé persister dans son souhait de proposer un système à l'anglo-saxonne, dirigé par les chiffres et les résultats à des évaluations plus que discutables. Système dans lequel l'embauche de contractuel·les deviendrait la norme, allant même jusqu'à organiser des job dating, et dans lequel l'enseignement privé saura sans aucun doute tirer son épingle du jeu.

La nouvelle lubie des évaluations d'établissements en est l'illustration. La FSU-CGT 79 s'oppose à cette démarche qui relève plus d'une forme de management que d'un levier pour améliorer la réussite des élèves. Le risque est grand d'accentuer la mise sous tutelle des équipes enseignantes, les plaçant dans une logique de « comptes à rendre ». De plus, ce dispositif n'est pas une solution pour faire réussir tous·tes les élèves.

Nous serons donc aux côtés de toutes les équipes qui refuseront de s'inscrire dans ce dispositif.

Autre grand sujet de préoccupation chez nos collègues : l'école inclusive, ou comment faire porter la responsabilité de l'inclusion sur les seules épaules des enseignant·es. Non, le simple fait d'inscrire les élèves en situation de handicap dans leur classe d'âge ne peut pas suffire à rendre l'école inclusive. C'est même d'une grande violence pour tout le monde, pour les élèves en question et leur famille, mais aussi pour tout le reste de la classe, et bien entendu pour les enseignant·es. Les AESH, quand il y en a, souffrent elles aussi de cette inclusion baclée qui ne leur offre aucune formation et qui les traite comme des sous-catégories de travailleur·ses tant leur salaire est indigne. Indigne du travail qu'elles fournissent, indigne de l'intérêt que l'on devrait porter aux élèves qu'elles accompagnent.

Pour finir, la carte scolaire qui va nous occuper aujourd'hui nous préoccupe justement.

Nous faisons, nous aussi, le constat d'effectifs en baisse et nous exprimons le souhait que ce soit l'occasion pour nos collègues d'enseigner avec des effectifs plus faibles. Mais l'école ne se fait pas qu'avec des postes classe, et nous espérons que la création de postes de remplaçant·es, de postes de RASED, de CPC... soit aussi à l'ordre du jour. Et quitte à rêver, nous revendiquons toujours la création de postes de plus de maître·s que de classes dans toutes les écoles et le décloisonnement du temps élève et du temps enseignant, afin de permettre aux équipes de pouvoir se dégager du temps pour travailler sereinement à construire des projets qui permettent à tous·e nos élèves de s'émanciper par l'école.